



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

10/09/2026

Elections en Saxe-Anhalt,

bien comprendre le réel avant de pousser des cris d'orfraie

Le très important score électoral de l'AfD (près de 44 %), obtenu ce dimanche dans le Land de Saxe-Anhalt (deux millions d'habitants) suscite des réactions quasi unanimes des politiciens en France où semble-t-il le thème « le nazisme est à nos portes » soit destiné par les véhicules de l'idéologie dominante à remplacer, au moins pour quelques temps, celui tenant la corde « nous allons tous mourir, la planète etc. ».

Les résultats

L'ensemble des partis de la coalition « centrale » au pouvoir aussi bien dans l'État fédéral que dans le Land marquent un lourd recul, par rapport aux précédentes élections, en 2021, essentiellement la CDU (réactionnaires chrétiens-démocrates) de 37,12 % à 19,89% [- 19,89 %], également le FDP (Libéraux, parti charnière invariablement membre de coalitions quelles qu'elles soient) de 6,42 % à 2,58 % [- 3,84 %], quittant ainsi le Landtag (parlement du Land) ; quant au SPD (sociaux-démocrates ayant rompu avec le marxisme au congrès de Bad-Godesberg en 1959), il s'en tire à bon compte, passant de 8,41 % à 9,30 % [+ 0,89 %]. Les autres partis officiels s'en sortent de manière contradictoire. Die Linke (La gauche), ce lointain héritier du SED, a dirigé la RDA, converti à la social-démocratie depuis belle lurette, passe de 10,99 % à 8,56 % [- 2,43 %]. Les Grünen (Verts, atlantistes et bellicistes en diable, soutiens affirmés du colonialisme sioniste), passent de 5,94 % à 8,93 % [+ 2,99 %]. Les partisans de la guerre contre la Russie ont peut-être préféré les Verts à la CDU, mais on parle aussi d'un nombre assez extraordinaire de votes par correspondance en faveur des « écologistes », comme de la CDU d'ailleurs. L'AfD passe de 20,82 % à 43,79 % [+ 22,97 %] et le nouveau parti de gauche, celui de Sarah Wagenknecht, le BSW, le seul parti politique allemand à exprimer sa solidarité avec Gaza, même s'il est partisan d'une « immigration contrôlée », qui n'existait pas en 2021, il entre au Parlement du Land avec 5,27 % des voix. La participation, notons le s'est élevée à 77,82 % contre 60,32 % en 2021, soit un progrès de 17,50 %. Enfin, concernant les sièges, l'AfD en obtient 39 (23 en 2021, plus 16), la CDU 15 (40 en 2021, moins 25), le SPD 8 (9 en 2021, moins 1), les Verts 8 (6 en 2021, plus 2), Die Linke 8 (12 en 2021, moins 4) et BSW 5. Le FDP perd ses 7 députés, obtenus en 2021. La majorité absolue étant à 42, si, comme cela se dit, le BSW vote pour permettre à l'AfD de diriger le Land, il existe une majorité absolue (39 plus 5, soient 44 élus).

Le danger fasciste et la division des travailleurs par le racisme

Il ne s'agit pas de minimiser le danger, l'AfD compte des admirateurs d'Hitler parmi ses militants et ses dirigeants, mais sa réalité même est plus complexe, et il est important de comprendre ce qui explique ce vote massif, en faisant, comme dans toute élection, une distinction entre les dirigeants du parti, ses militants et les électeurs qui ont choisi de lui apporter leur voix.

Fondé par des « Libéraux allemands », nostalgiques du temps d'Adenauer ou de Kohl, le parti a adopté assez vite des thèses nationalistes et a été rejoint par des nazis. La direction du parti est prosioniste, raciste, anti LGBT et porte comme drapeau le thème de la « remigration ». Certains dirigeants ont pu dire qu'il pouvait y avoir du bon dans Hitler ou la SS.

Le fascisme n'apparaît pas parce que, soudain des millions de personnes deviennent autoritaires et racistes. Des conditions matérielles produisent un terrain fertile : crise économique, chômage, appauvrissement, décomposition

des organisations ouvrières, frustration de la petite bourgeoisie traditionnelle, ambition de la nouvelle... Là réside le lien avec l'Allemagne contemporaine et le résultat obtenu par l'AfD : ce parti ultra-réactionnaire s'est emparé de problèmes matériels bien réels : précarisation, logement, perte de pouvoir d'achat, dégradation des services publics, pour les réarticuler sur le plan idéologique. C'est l'histoire de l'ennemi désigné comme responsable : l'émigré, le musulman, le communiste, afin que la contradiction fondamentale capital/travail soit reléguée au second plan par une manière de « bataille culturelle » conçue pour dresser les exploités les uns contre les autres. La crise économique joue ici un rôle central. Lorsque le capitalisme précarise le travail, renchérit le coût de la vie et anéantit les perspectives d'avenir, les idéologues du Capital proposent une explication simple : « le problème, ce sont eux ». C'est la vieille stratégie du « diviser pour mieux régner ».

L'idéologie raciste développée, bien au-delà de ce qu'il est convenu d'appeler « l'extrême-droite », en Allemagne comme en France, n'est pas une diversion, comme le disent certains quand le RN évoque des amendes pour les femmes voilées. C'est une ligne politique essentielle, il s'agit d'avancer dans la division des prolétaires avec un vernis idéologique. C'est le meilleur moyen qu'a trouvé la Bourgeoisie capitaliste en ce moment pour détourner les travailleurs de la lutte des classes.

Des contradictions et des explications

Mais, le parti milite contre la guerre, défend une politique d'entente avec la Russie, s'en prend très fermement à la supranationale UE dont il prône la sortie. Il défend les services publics, notamment les hôpitaux. Beaucoup de militants et la majorité des électeurs dénoncent le génocide de Gaza. Et il est plébiscité dans l'ancienne RDA.

La disparition de la RDA a été une catastrophe. Ce fut une annexion et une colonisation. Toute l'industrie de la RDA (7^{ème} puissance économique du monde, pour un pays de 17 millions d'habitants) a été démantelée en quelques années. Sans parler de l'arrogance des colonisateurs venus de RFA, les Wessies, ont humilié longuement leurs « compatriotes » de l'Est. Il existe une nostalgie de l'ancienne Allemagne démocratique, un pays dans lequel tout le monde avait un emploi. Elle se fait, pour les jeunes générations votant AfD, parfois au prix d'une méconnaissance totale du danger nazi. Si la RDA avait dénazifié, ce ne fut jamais le cas à l'Ouest, et pas plus depuis l'annexion de la RDA. L'Afd et son électorat sont un pot-pourri, une improbable cohabitation ; manifestement ce vote apparaît beaucoup plus comme un vote de rejet du système de gouvernance allemand, qu'un vote d'adhésion au programme de l'AfD.

Comme en France, on parle de menace fasciste, mais jamais des mesures fascisantes déjà mises en place par le « bloc central », que ce soit avec Macron ou avec Merz. Même s'il ne semble pas être un fan du « chancelier Hitler », on peut trouver à Merz des points communs avec lui. Tout comme son prédécesseur, alors que son pays est normalement enserré dans une série de traités lui interdisant le réarmement militaire, il passe son temps à violer les obligations internationales qui lui sont faites. Et en dernier lieu, celles souscrites par son pays au moment de la réunification. Un jour il appelle à un réarmement massif de son pays pour la doter « de l'armée la plus puissante du continent », un autre jour, toujours en violation des traités, il réclame le partage de l'arme nucléaire avec la France. Il voudrait également une place de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, le droit de veto lui donnant alors carte blanche pour toutes ses aventures guerrières. Ses rodomontades bellicistes vis-à-vis de la Russie et son aventurisme guerrier ont suscité un rejet massif exprimé lors de cette élection. Pour autant, cela ne le fera pas changer d'avis. Disant avoir entendu les électeurs de Saxe-Anhalt, il s'apprête à faire adopter par le Bundestag (Parlement fédéral) une série de mesures racistes de répression de l'immigration, en revanche, il ne bouge pas d'un pouce sur la guerre : « La Russie reste notre ennemi. ».

Evoquons, enfin, la soi-disant contradiction portée par Alice Weidel, co-présidente de l'AfD, lesbienne, vivant avec une femme d'origine sri-lankaise, mère d'enfants adoptés et l'orientation conservatrice, basée sur la morale bourgeoise familiale de son organisation, anti-LGBT, d'une homophobie discrète, en revanche (Alice Weidel dénonce la soi-disant homophobie des musulmans) et opposée à l'adoption par des couples homosexuels. On peut y ajouter l'apparente contradiction entre le fait de diriger un parti nationaliste tout en vivant en Suisse. C'est ne pas comprendre les tenants et les idéologues du Capital. La morale, c'est pour les pauvres, les classes populaires, les travailleurs, les Bourgeois, eux, peuvent faire ce qu'ils veulent. Ancienne de Goldman Sachs et Allianz, puis consultante pour des start-up, Weidel fait partie de la moyenne bourgeoisie et, si sa compagne est originaire du Sri Lanka, elle est citoyenne helvète et productrice de cinéma. Son attitude n'est pas contradictoire avec ses positions et fonctions politiques, elle s'inscrit parfaitement dans la logique idéologique de Bourgeoisie capitaliste, sa position de bourgeoise lui donne la liberté d'expression ; elle peut mener la vie qu'elle souhaite, et pour la mener, elle se doit d'imposer la morale réactionnaire aux couches populaires. Tout cela n'est pas neuf et rappelle ce que disait Engels à propos des volte-face des Bourgeoisies occidentales (Allemagne et France) sur la religion dans ***Socialisme utopique et socialisme scientifique*** : « L'un après l'autre, les voltairiens railleurs s'emmitouflèrent dans une douillette piété, parlèrent avec respect de l'Église, de ses dogmes et de ses cérémonies, et s'y conformèrent quand ils y trouvaient quelque avantage. La Bourgeoisie française fit maigre le vendredi et les bourgeois allemands écoutèrent religieusement le dimanche les interminables sermons protestants. Ils

s'étaient fourvoyés avec leur matérialisme. On doit conserver la religion pour le peuple, — elle seule peut sauver la société de la ruine finale. ». La morale familiale réactionnaire de Weidel joue le même rôle que la religion pour les Bourgeois brocardés par Engels, elle en est d'ailleurs fort proche.

Les réactions politiciennes en France

Le Monde du 7 septembre nous gratifie d'un article évoquant les réactions dans le monde politique français à l'annonce de ces résultats. Sur la quasi-unanimité des réactions, on évoque Manuel Bompard, Gabriel Attal, le LR François-Xavier Bellamy, sur une position pouvant être résumée par cet extrait de la déclaration du premier secrétaire du PS, Olivier Faure : *« Ce n'est plus un avertissement. C'est un ordre de mobilisation générale qu'il faut lancer. L'internationale réactionnaire et d'extrême droite avance à visage découvert »*. Position, évidemment à replacer dans le cadre campagne électorale française et de l'éventuelle victoire de Marine Le Pen. Si Le Monde oppose les mêmes quant aux enseignements qu'ils en tireraient, force est de constater que, pour tous, la responsabilité incombe au bloc central qui gouverne l'Allemagne. S'il est assez logique de voir Mélenchon évoquer : *« une catastrophique démonstration de l'aveuglement des politiques européennes centristes »*, ou Roussel parler des erreurs de l'UE et de la nécessité de la réformer, mais François Hollande, pourtant acteur de l'axe central en France, reproche au gouvernement allemand d'avoir provoqué *« un sentiment de déclassement qui n'est pas qu'un sentiment »* et Gabriel Attal, oubliant décidément qu'il a été ministre du bloc central pendant sept ans, lui reproche de ne pas avoir *« changé de modèle »*.

Dans tous les cas, il s'agit d'utiliser un événement complexe, mais néanmoins portant son lot d'inquiétude, dans le cadre de la campagne électorale de chacun. Tout ce monde dénonce le nazisme, en poussant des cris d'orfraie, mais où étaient-ils quand l'Estonie a décidé de priver les anciens de l'armée rouge de pension, pour la donner aux anciens de la Wehrmacht ? Où étaient-ils quand les dirigeants ukrainiens ont donné des noms de rue et élevé des statues à la gloire du nazi Bandera ? Où étaient-ils quand Zelinski a fait entrer le nazi Melnik dans l'équivalent du Panthéon à Kiev ? Jamais ils ne se sont inquiétés de la destruction des monuments à la gloire de la victoire de l'Armée rouge sur le nazisme, en Estonie, dans les pays baltes, en Ukraine, ou même en Pologne. Quant à s'émouvoir des massacres perpétrés par les sionistes, cet équivalent contemporain des nazis, nous attendons encore. L'antinazisme est donc à géométrie variable, et même quand il concerne l'Allemagne, il épargne la résurgence du pangermanisme, incarnée par Merz, ayant pourtant servi de matrice au parti et à l'État nazi.

A propos du concept « d'Internationale de l'extrême-droite »

Enfin, il existe un concept assez mis à mal quand on met le focus sur l'Afd. C'est celui de la soi-disant « Internationale d'extrême-droite ». Cela devrait notamment reposer sur un corpus idéologique commun. Or, il n'en est rien. L'AfD est fermement opposée à l'UE alors que le RN et Fratelli d'Italia (le parti de Meloni) sont franchement européistes. L'AfD prône la fin de l'aide financière à l'Ukraine, on n'a entendu ni Le Pen, ni Meloni évoquer une telle mesure. Même sur la question migratoire, il est bon de le rappeler, Meloni a régularisé près de 400.000 travailleurs sans papiers. D'ailleurs, ces organisations ne sont pas dans le même groupe au Parlement européen : le RN est dans le groupe « Patriotes pour l'Europe » avec les Belges nationalistes flamingants du Vlaams Belang, les Néerlandais de l'ultra-raciste et philo-sioniste VVD, les nostalgiques du franquisme de Vox, les Hongrois du FIDESZ d'Orban. L'AfD siège dans le groupe « L'Europe des nations souveraines », avec notamment Reconquête et « Fratelli d'Italia » dans un troisième groupe « Conservateurs et Réformistes d'Europe » avec le très nationaliste Droit et Justice, parti polonais des frères Kaczynski et l'Alliance pour l'Unité des Roumains, dirigé par le candidat des nationalistes à la dernière élection présidentielle en Roumanie, Georges Simion.

La panoplie des organisations politiques au service du Capital est extrêmement large. En son sein, celles faisant du racisme, issu du colonialisme, une ligne politique est bien plus large que les seules organisations qualifiées d'extrême-droite, elles épousent complètement le prisme des organisations pro-sionistes. On pourrait se demander dans ce cadre, pourquoi Aurore Bergé, Julien Dray, Jean-Noël Barrot, Gabriel Attal, celui-ci en fait beaucoup en termes racistes ou le maire PS de Paris centre Ariel Weil ne sont pas d'extrême-droite.

Nous combattons les interprétations antimarxistes prétendant comme quoi les idéologies feraient changer de nature le capitalisme et non les affrontements de classe et la nécessité pour les capitalistes de s'y adapter. Tout ce primat de l'idéologie ne permet une seule chose, faire disparaître ou cacher le moteur de l'histoire, la lutte des classes. Il est vain de tenter de classer dans le même courant idéologique des organisations disparates, dans des pays différents, même si elles ont des points communs. La montée des idées réactionnaires et notamment racistes est un phénomène général, pour lequel la social-démocratie porte une responsabilité écrasante. Nous avons pu le constater en France depuis 1982, le courant réformiste n'a plus la marge de manœuvre pour humaniser un tant soit peu la société capitaliste. Il ne peut plus être qu'un gérant loyal des intérêts du Capital, menant la même politique que les autres et souvent, avec eux. Si l'on y ajoute la disparition des partis révolutionnaires et le fait que la baisse tendancielle du taux de profit et l'accumulation du capital obligent les fondés de pouvoir à des

politiques de casse complète de tout ce que les travailleurs ont pu conquérir dans le passé, et à la complète désindustrialisation des puissances impérialistes occidentales secondaires, on a toute la matrice des résultats électoraux d'organisations ultra-réactionnaires comme le RN ou l'AfD, chacune dans son domaine, l'allégeance à l'UE pour les premiers, le nationalisme anti UE et anti guerre concernant les seconds.

En conclusion

L'élection de Saxe-Anhalt révèle une chose, l'état des lieux. Un risque de résurgence du nazisme est certain, mais ce n'est pas forcément en Allemagne qu'il est le plus avancé, les pays baltes, l'Estonie et l'Ukraine n'ont rien à lui envier. Le combat idéologique incessant des tenants du Grand Capital contre le marxisme-léninisme a permis ce retour en grâce. La glorification de Melnyk et Bandera, nous le disent, le lien de cette élection au sort de la RDA et, tout autant, la remilitarisation de l'Allemagne organisée par Merz.

Le fascisme n'est pas un phénomène spontané, encore moins en-dehors de la lutte des classes. Il naît de la démocratie bourgeoise si le Capital en a besoin. On ne le combattrait pas par des grandes idées morales. Pas non plus en l'isolant des autres courants de la démocratie bourgeoise. Bien au contraire, on ne le combattrait jamais mieux qu'en combattant, en même temps, le capitalisme et tous les courants idéologiques à son service, le fascisme et la démocratie bourgeoise en même temps.